

VICHY COMMUNAUTÉ ■ La promesse de vente à l'agglomération étant caduque, le président propose de lancer une étude

Montpertuis : « tout reprendre à zéro »

31 mars 2017

Le président Malhuret souhaite faire réaliser une étude avant d'acheter les 118 hectares de l'ancien site de production d'explosifs, à Bellerive.

Laurent Bernard
et Matthieu Perrinaud

Le feuillet Montpertuis est loin d'être fini. Alors qu'on pensait que Vichy Communauté attendait la fin de la dépollution de l'ancien site industriel d'armement pour tenir sa promesse d'achat, le président Claude Malhuret (LR) a annoncé, hier soir, au détour d'une délibération, qu'il souhaitait « tout reprendre à zéro ». Et dans l'hémicycle, personne ne l'a contredit. « J'ai l'impression qu'on est d'accord sur la méthode », a conclu le président à l'issue de son plaidoyer. Il devrait donc proposer le vote d'une étude lors d'une prochaine séance.

« On ne fait pas les soldes »

Fermé depuis 2006, le site de 118 hectares est actuellement en cours de dépollution. Un chantier tellement long que la promesse de vente signée par la collectivité est devenue caduque. « C'est l'occasion d'arrêter tout », a lancé le maire de Vichy. « Je vous propose de demander une étude à des cabinets spécialisés afin de voir les différen-



MONTPERTUIS. Une étude pour décider d'installer une zone commerciale, naturelle, de logements voire industrielle. ARCHIVES

tes possibilités sur le site, zone naturelle, de commerce, de logement ou industrielle. Une étude du même type que celles en cours pour la Boucle des Isles, le Sichon entre Cusset et Vichy ou Port-Charmeil. On aurait d'ailleurs dû faire cette étude avant. L'État nous dit, si vous achetez maintenant, nous vous

donnons deux millions d'euros de subvention. Mais nous ne faisons pas les soldes ! Et on a le temps, car à chaque fois qu'on demande où en est la dépollution on nous répond qu'il y en a pour encore un an. »

Claude Malhuret ne l'a pas caché, cette proposition vise également à « rassurer » les riverains déjà opposés à un très

hypothétique projet d'installation d'une usine de production de bioéthanol, envisagé depuis quelques années. Et cela même si le président de l'agglomération et son collègue DVD de Bellerive, Jérôme Joannet (*), ont répété à maintes reprises qu'ils s'opposeraient à l'installation d'une activité qui s'avérerait polluante. « Avec le maire de Bellerive, nous avons décidé d'inscrire la zone "Urbanisation future" sur le PLU de Bellerive, ce qui gèlera tout aménagement », a ajouté Claude Malhuret.

« On peut se passer des banderoles »

Plusieurs dizaines de membres du collectif Danger Montpertuis étaient d'ailleurs à nouveau devant l'entrée de la collectivité à l'arrivée des élus. « Je pense que les banderoles, maintenant, on peut s'en passer », a conclu le président. ■

(*) Jérôme Joannet avait quitté la séance au moment de cet échange.

BUDGET 2017

TAUX ■ « Pondérés »

En cette année de fusion, impossible de parler de maintien des taux, puisqu'ils étaient différents dans les deux collectivités. Afin de « neutraliser » l'effet de la fusion, un taux moyen « pondéré » a été adopté qui, promet la collectivité, n'engendrera pas de hausse importante des impôts. ■

BUDGET ■ Dotations encore en baisse

Le premier budget principal s'élève à 53,79 M€ en fonctionnement (dont plus d'un tiers pour le personnel) et 19,2 M€ d'investissements (dont 8 M€ pour le boulevard urbain entre Vichy et Cusset). La collectivité s'attend à une nouvelle baisse de dotations de trois millions d'euros, comme chaque année depuis 2014. Une baisse qui l'oblige à définir de nouvelles économies. « Pour compenser, il faudrait augmenter la taxe d'habitation de 25 à 30 %, et il n'en est bien sûr pas question », a indiqué Claude Malhuret en introduisant le débat. Le budget a été voté à la majorité moins six voix (dont trois contre). Parmi elles, celle de l'ancien président, Jean-Michel Guerre (PS), qui a regretté l'absence de « projets structurants ». Le vice-président Frédéric Aguilera a rétorqué que de grands projets étaient en préparation pour la seconde moitié du mandat, comme la rénovation du plateau sportif de Vichy et des investissements sur l'« outil touristique » de la Montagne bourbonnaise. ■

PARADOXE

Ancienne zone naturelle. « Je trouve insupportable que l'État empêche de classer le site zone naturelle alors qu'il l'était quand des explosifs y étaient fabriqués », a commenté Claude Malhuret. « Pendant la guerre froide, il avait été décidé de classer toutes les zones militaires en zones naturelles », a répondu Christophe Pommeray.